

COMMUNIQUE DE PRESSE DU 9 NOVEMBRE 1992

Double langage du MRND et Stratégie de blocage du processus de démocratisation au Rwanda.

Le secrétaire national du MRND, de passage à Bruxelles, vient, une fois de plus, distraire l'opinion internationale en occultant les problèmes réels que connaît actuellement le Rwanda et dont le MRND est le principal responsable. Le double langage et la manipulation de l'opinion sont des tactiques habituelles du MRND et de son président, le Général major Habyarimana.

Les représentants des forces démocratiques de changement - MDR, PL et PSD - en Belgique ainsi que ceux de l'ASDR, et du FPR, tiennent à alerter la presse et l'opinion internationale de ne pas se laisser prendre aux manoeuvres de diversion de ce parti qui n'a cessé de s'opposer au processus de démocratisation en entretenant l'insécurité et un climat d'intimidation au sein de la population; en contrecarrant l'action de l'actuel gouvernement de Mr Dismas NSENGIYAREMYE; en retardant par des manoeuvres dilatoires l'aboutissement des négociations et le retour de la paix au Rwanda.

INSECURITE ET CLIMAT D'INTIMIDATION

Il n'y a plus de doute pour un observateur attentif que la responsabilité du MRND a été maintes fois engagée dans les massacres de populations, les attentats, les assassinats de simples citoyens, les pillages et les destructions de biens ainsi que dans la création de foyers de tension à travers le pays.

Sans chercher à être exhaustif, citons quelques exemples :

- les massacres de populations à Kibirira, l'extermination des Bagogwe, les tueries et les incendies au Bugesera et plus récemment encore à Kibuye.
- la pose des mines sur des voies publiques, les attentats à la grenade contre des habitations privées, des établissements publics et les sièges de partis (notamment la permanence du MDR et le siège du PSD);
- l'assassinat d'opposants politiques et des liquidations dissimulées en disparition qui visent en particulier des personnes susceptibles de détenir des informations compromettantes pour la nomenclature du MRND (AKAZU).

Toutes ces actions criminelles sont organisées par l'entourage proche du Président de la République, dit "Réseau Zéro" et exécutées par des "escadrons de la mort" dont les membres sont issus du CDR, du MRND et des militaires de la garde présidentielle.

BLOCAGE DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE

Le gouvernement de transition dirigé par le premier ministre, Mr Dismas NSENGIYAREMYE, se heurte depuis sa mise en place le 16 avril 1992, à une obstruction des ministres appartenant à l'ancien parti-Etat MRND qui détient la moitié des portefeuilles.

Ces blocages de l'action gouvernementale ont été stigmatisés dans la lettre que le Premier Ministre a adressée au Président de la République (par ailleurs président du MRND - en date du 22 septembre 1992. Rappelons quelques points essentiels des blocage repris dans cette lettre :

- la "grève" des ministres du MRND qui, à deux reprises, ont boycotté le Conseil des ministres;
- le refus d'entériner les décisions pourtant prises unanimement au Conseil des ministres;
- la lenteur du président de la République à signer les arrêtés ministériels ayant obtenu l'agrément du gouvernement.

MANOEUVRES DILATOIRES VISANT A RETARDER L'ABOUTISSEMENT RAPIDE DES NEGOCIATIONS

Depuis le début des négociations, le MRND a fait preuve de double langage:

- le 19 octobre 1990, à Paris, le Président Habyarimana déclarait qu'il n'était pas question de négocier avec "les rebelles" alors qu'il venait de signer l'accord de MWANZA, le 17 octobre 1990, où le "Gouvernement Rwandais s'est engagé à initier un dialogue avec l'opposition tant intérieure qu'extérieure sous les auspices du secrétaire général de l'Organisation de l'Unité Africaine";
- après avoir signé l'accord de N'sele, le 29 mars 1991, le ministre des Affaires Etrangères, Mr. Casimir BIZIMUNGU, de retour de Kinshasa, déclarait que le FPR était un groupe de "voyous" (imihimbiri);
- plus récemment, la délégation gouvernementale aux négociations d'Arusha était encore presque exclusivement composée par des membres du MRND bien que le gouvernement actuel soit composé par plusieurs forces politiques. Ce n'est que dans la mesure où la composition de cette délégation s'est ouverte aux autres formations politiques du gouvernement de transition que des avancées sont perceptibles dans les négociations;

Tous ces faits, contrairement aux déclarations pseudo-démocratiques du MRND et de son secrétaire national, Mr. Matthieu NGIRUMPATSE démontrent à l'évidence que les conditions actuelles d'insécurité, de blocage de l'action gouvernementale et de retardement de l'issue des négociations n'offrent pas un cadre propice pour les élections générales. Des élections générales précipitées constituent le prétexte majeur pour s'opposer à la véritable réussite du processus de démocratisation.

Fait à Bruxelles, le 2 nov. 1992.

Pour l'ASOR,
GASARWE Oscar

Pour la section du MRND
KSENCIYUMVA Oswald

Pour le PSD-Belgique
NDAMBARA Joseph

Handwritten signature

Pour le FPR-Belgique,
NDAHUMBA Jean Baptiste

Pour le PL-Belgique
RUTAGWERA Jean-Marie Vianney

Handwritten signature